

505 LH 425 /29

7135-2

(1938-39)

A

Maintien à la charge du fournisseur, d'une fraction des variations de prix

(s)	C.A.	5.10.38		III 1 1°
(s)	C.B.	1. 9.39	8	III 4°
(s)	C.D.	5.12.39	26	III

Maintien à la charge du fournisseur d'une fraction des variations de prix.-

5 décembre 1939

QU. III - Clauses de revision des marchés

(s)p. 26

M. LE BERNIERAIS

je ne suis pas

extrêmement partisan des clauses des marchés qui laissent, en cas de variations des prix, une fraction de cette variation à la charge de l'industriel. Les clauses de cette nature sont théoriquement excellentes mais, ^{en fait} ~~xxxxxx~~, elles amènent les fournisseurs à majorer leurs prix.

1er septembre 1939

—
QU.III 4°

Clause de revision des prix

(s) p. 8

M. ARON

Il désire cependant présenter deux observations qu'il lui paraît utile de voir consigner au procès-verbal :

La première est relative à la clause de révision des prix telle qu'elle est prévue par ce contrat, clause qui ne laisse aucune part de l'augmentation éventuelle à la charge de l'entrepreneur. Le Service, consulté par M. ARON, lui a répondu qu'il n'avait rien pu obtenir du fournisseur sur ce point, mais que ce dernier avait, en contre-partie, consenti une diminution du montant de la redevance.

M. ARON estime qu'il doit être bien entendu que, dans cinq ans, lors de l'expiration du traité en question, et si un nouveau traité doit être conclu, il y aura lieu de revenir à l'application des clauses normales de révision et de laisser, en conséquence, à la charge de l'entrepreneur, une part de l'augmentation des prix.

5 octobre 1938

QUESTION III - Marchés et commandes

Marché de réparation de matériel roulant - Région S.E.

M. BOUFFANDEAU

Dans les conventions antérieures, la variation des prix de base horaires étaient strictement proportionnelle à celles des salaires. La Société Nationale a obtenu que les avenants comportent une clause de révision des prix, conforme à la jurisprudence de la Commission des Marchés, c'est-à-dire prévoyant un pourcentage fixe correspondant au bénéfice et à une part des frais généraux qui n'est pas sujette à augmentation, et laissant à la charge de l'entreprise une part de la dépense supplémentaire résultant de la hausse des salaires. D'autre part, cette clause de révision ne joue que lorsque la majoration du prix de revient est supérieure à 5 %. Tous les fournisseurs ont accepté cette disposition. La part fixe qui n'est pas touchée par l'augmentation varie, suivant les avenants, de 10 à 15 %, et la part laissée à la charge de l'entreprise est généralement de 5 %.

S'il s'agissait de nouveaux contrats, il est évident que le pourcentage fixe minimum devrait être partout de 15 %, car les frais généraux jouent un rôle important.

Mais, comme il s'agit de traités anciens et soumis à la Commission des Marchés en vertu de l'article 11, on peut admettre que, même si la part fixe n'est pas partout aussi élevée qu'elle devrait l'être, ces avenants constituent néanmoins un très grand progrès.

.....